

CONVENTION DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE
AMENAGEMENTS D'UNE PISTE CYCLABLE ET D'UN TROTTOIR
SUR L'AVENUE MARCEL DASSAULT
COMMUNE D'ANGLET

ENTRE

La Commune d'ANGLET, représentée par Claude Ouvre,
ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

ci-après dénommé « La Commune » ou le « Mandataire »,

ET

Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour, Autorité Organisatrice des Mobilités, représenté par son Président en exercice,

agissant en cette qualité en vertu de la délibération n° 13 en date du 5 juin 2019

ci-après dénommée « le Syndicat » ou le « Mandant »,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI

PREAMBULE :

Dans le cadre de l'élaboration en cours du Plan de Déplacement d'Entreprise de l'industriel DASSAULT et en vue de favoriser l'usage des modes doux pour le personnel de l'entreprise, il est proposé de réaliser un aménagement cyclable entre le site de DASSAULT et l'avenue de l'Adour.

Cet aménagement présente aussi un intérêt pour le maillage du réseau cyclable.

Le projet d'une piste cyclable et d'un trottoir entre l'avenue de l'Adour et le giratoire Marcel Dassault a donc été étudié par les services.

Au regard des compétences en matière de voirie de la Commune d'Anglet, ce projet est passé sous Maîtrise d'Ouvrage de la Commune d'Anglet étant entendu que n'est à la charge directe du Syndicat que la part de travaux figurant dans la liste de ses compétences, le reste des prestations restant à la charge de la Commune.

Aussi, il est proposé le principe d'une intervention sous maîtrise d'ouvrage unique de la Commune d'Anglet et de la passation d'une convention de mandat entre le Syndicat et la Commune ayant pour objet de confier à cette dernière le soin de réaliser au nom et pour le compte du Syndicat les aménagements de voirie nécessaires à la création de cette piste cyclable et du trottoir.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de confier au mandataire qui l'accepte le soin de réaliser au nom et pour le compte du Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour, la réalisation des prestations liées aux aménagements d'une piste cyclable et d'un trottoir entre le giratoire Dassault et l'avenue de l'Adour à Anglet.

La Commune d'Anglet devra y procéder au nom et pour le compte du Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour, conformément aux études et projets qui ont reçu son agrément.

La mission ainsi confiée sera exécutée dans les conditions définies aux articles ci-après.

ARTICLE 2 – ETENDUE DES POUVOIRS ET NATURE DE LA MISSION

Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour confère à la Commune d'Anglet pour l'exécution de sa mission, les missions les plus étendues, notamment dans les domaines technique, administratif, financier et comptable. Cette énumération n'est pas limitative, et tous pouvoirs sont donnés à la Commune d'Anglet pour la réalisation des missions confiées dans les conditions du présent contrat.

Toutefois, aucune modification du programme, susceptible d'avoir des répercussions sur le coût, le délai de réalisation et l'aspect fonctionnel du projet, ne peut intervenir avant d'avoir fait l'objet d'un avenant préalablement signé dans les mêmes formes que la convention.

ARTICLE 3 – PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LE MANDATAIRE

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par M. le Maire de la Commune d'Anglet, qui sera seule habilitée à engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans tous les actes et contrats passés par le mandataire, celui-ci devra systématiquement indiquer qu'il agit au nom et pour le compte du maître d'ouvrage.

ARTICLE 4 – DUREE

Le présent mandat de réalisation prendra fin à l'achèvement de la mission technique de la Commune, fixée comme il est dit à l'article 8 ci-après, c'est-à-dire à la réception des ouvrages si celle-ci est prononcée sans réserve du mandant ou à la levée de ces dernières s'il y en a.

Après cette date toutefois, la Commune d'Anglet aura qualité pour effectuer toutes les démarches, administratives et financières, nécessaires à la clôture de l'opération.

Le présent contrat pourra toutefois être résilié dans les conditions prévues à l'article 19 ci-après.

ARTICLE 5 – PROGRAMME – ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

5.1. L'enveloppe financière est arrêtée ainsi :

Montant des travaux HT : **155 000,00 € HT**

5.2. Le programme de l'opération a été défini par le Syndicat

Aucune modification de ce programme, susceptible d'avoir des répercussions sur le coût, le délai de réalisation et l'aspect fonctionnel du projet, ne peut intervenir avant d'avoir fait l'objet d'un avenant préalablement signé dans les mêmes formes que la convention.

Tout dépassement de l'enveloppe financière devra faire l'objet d'un avenant préalablement signé par les parties dans les mêmes formes que la convention.

ARTICLE 6 – CONTENU DES MISSIONS DE LA COMMUNE

Les missions de la Commune sont les suivantes :

- Faire réaliser le projet conformément aux marchés passés,
- Financer la part des prestations liées à ses compétences,
- Préfinancer la part des prestations liées aux compétences du Syndicat,
- Réceptionner les travaux.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE PAR LE MANDANT

7.1 Le Mandant participe au groupe de suivi qui est constitué en vue de suivre et d'aider le Mandataire à valider les différentes phases clés des études de la réalisation de l'aménagement.

7.2 Le Mandant et, le cas échéant, les services de contrôle, pourront suivre les chantiers et y accéder à tout moment. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'à la Commune et non directement aux entrepreneurs.

La Commune ne pourra apporter de modifications aux ouvrages et installations que selon les dispositions prévues à l'article 2.

7.3 Le Mandant aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'il jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

7.4 Les modalités de contrôle exercé sur la Commune mandataire sont détaillées aux articles 14 et 16 de la présente convention. Ce contrôle s'exercera à toutes les phases de l'opération.

ARTICLE 8 – RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 Après achèvement des travaux, il sera proposé par la Commune en présence des représentants du Mandant ou ceux-ci dûment convoqués, aux opérations préalables à la réception des ouvrages, contradictoirement avec les entreprises.

Toutefois, la Commune ne pourra notifier aux dites entreprises la décision relative à la réception des ouvrages sans accord préalable du mandat (ou de son représentant) sur le projet de décision.

Celui-ci s'engage à faire part de son accord dans un délai, compatible avec celui de 45 jours, fixé à l'article 41-3 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux.

Si la réception intervient avec des réserves, la Commune invite le mandant lors de la levée de celle-ci.

8.2 A compter de la réception, le Mandant et la Commune feront, chacun en ce qui le concerne, leur affaire personnelle de l'entretien des ouvrages relevant de leur compétence.

ARTICLE 9 – PROPRIETE DES OUVRAGES – PRISE DE POSSESSION

La Commune deviendra propriétaire des ouvrages et prendra possession des ouvrages dès leur réception ou des différentes réceptions partielles en cas de livraison échelonnée ; elle en aura la garde à compter de ladite réception ou de la prise de possession, même partielle, si celle-ci est antérieure.

ARTICLE 10 – DETERMINATION DU COÛT DES OUVRAGES

Le coût des prestations relevant de la compétence du Syndicat est de 155 000,00 € HT

Le décompte définitif des prestations sera déterminé en tenant compte de toutes les dépenses constatées par la Commune pour leur exécution.

Ces dépenses comprennent :

1. Le coût de construction des ouvrages prévus au programme, les travaux de V.R.D. et les aménagements qui en sont l'accessoire.
2. Les actualisations et révisions de prix.

ARTICLE 11 – REMUNERATION DE LA COMMUNE

La Commune assurera gratuitement l'ensemble des prestations confiées par le Mandant.

ARTICLE 12 – FINANCEMENT

Le Syndicat s'engage à affecter les crédits nécessaires au financement de l'opération dans la limite de l'enveloppe financière prévue sur la ligne budgétaire. Le versement par le Syndicat des crédits de paiement au bénéfice du mandataire interviendra compte tenu de l'enveloppe financière prévue à l'article 5.

ARTICLE 13 – MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU FINANCEMENT

Le règlement des dépenses de l'opération sera effectué par la Commune.

Le Syndicat s'engage à rembourser la part à sa charge au fur et à mesure de la présentation des états d'acomptes, décomptes et factures des entreprises. Le montant des travaux à la charge du Syndicat sera indiqué par la Commune sur présentation d'un certificat administratif qui fera ressortir le détail des prestations réparties.

ARTICLE 14 – CONSTATATION DE L'ACHÈVEMENT DES MISSIONS

14.1 Lorsque la réception des travaux intervient sans réserve, l'accord du Mandant, préalable à la réception, vaut constatation de l'achèvement de la mission de la Commune pour les travaux reçus.

Lorsque la réception des travaux intervient avec des réserves, la Commune notifiera au Mandant, le procès-verbal de levée desdites réserves. Dans le mois, le Mandant notifiera à la Commune la constatation de l'achèvement de sa mission au jour du procès-verbal. Cette constatation sera réputée acquise à défaut de réponse du Mandant dans ce délai.

14.2 L'acceptation du décompte général par le Mandant vaut constatation de l'achèvement de la mission de la Commune sur le plan financier et quitus. La Commune s'engage à notifier au Mandant, ce décompte général dans le délai de 6 mois à compter de l'achèvement de sa mission relative aux travaux.

ARTICLE 15 – PASSATION DES MARCHES

Sans objet.

L'entreprise de travaux EIFFAGE ROUTE est titulaire d'un marché pluriannuel avec la Commune (marché n°201614-16 notifié le 14/04/2016), passé conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics applicables aux Collectivités locales.

ARTICLE 16 – CONTRÔLE TECHNIQUE PAR LE MANDANT

Le Mandant sera étroitement tenu informé sur les conditions de déroulement de la mission ; il pourra se faire remettre tout document et présenter à la Commune toute observation tel qu'il est dit aux articles 7 et 8 ci-dessus.

ARTICLE 17 – CONTRÔLE COMPTABLE ET FINANCIER : BILAN ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNELS, REDDITION DES COMPTES

Ainsi qu'il est dit à l'article 12, les 2 structures prévoiront à leur budget les crédits nécessaires et accompagneront toute demande de paiement selon les modalités de l'article 13.

Pendant toute la durée de la convention, le mandataire veille à ce que le mandant soit destinataire des comptes-rendus de réunions de chantier et à lui soumettre toutes propositions concernant d'éventuelles décisions à prendre pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions.

Le mandant doit faire connaître son accord ou ses observations dans le délai de dix jours après réception du compte rendu ainsi défini. A défaut, le mandant est réputé avoir accepté les éléments du dossier remis par le mandataire. Toutefois, si l'une des constatations ou des propositions du mandataire conduit à remettre en cause le programme ou l'enveloppe financière annexés à la présente convention, le mandataire ne peut se prévaloir d'un accord tacite du maître de l'ouvrage et doit donc obtenir l'accord express de celui-ci et la passation d'un avenant.

A la fin de l'opération, le mandataire adressera au mandant un compte rendu financier comportant notamment un bilan financier actualisé faisant apparaître l'état des réalisations en recettes et en dépenses ainsi qu'une reddition des comptes qui récapitulera l'ensemble des dépenses acquittées pour son compte, ainsi qu'éventuellement les recettes encaissées pour son compte, à l'appui de laquelle seront jointes copies des factures portant la mention de leur date de règlement pour compte.

ARTICLE 18 – CAPACITE D'ESTER EN JUSTICE

Le mandataire pourra agir en justice avec le mandant jusqu'à la fin du délai de garantie, aussi bien en tant que demandeur ou que défendeur. Le mandataire devra, avant toute action, demander l'accord du mandant.

A l'issue du délai de garantie, chaque structure retrouve son droit d'ester en justice pour les parties d'ouvrages relevant de sa compétence notamment en matière de garantie décennale et de garantie de fonctionnement.

ARTICLE 19 – RESILIATION

1. Si, par suite de faute(s) de sa part, le mandataire ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure restée infructueuse au bout d'un mois, le mandant peut résilier la présente convention.
2. Si, par suite de faute(s) de sa part, le mandant ne respecte pas ses obligations, le mandataire, après mise en demeure restée infructueuse, peut résilier la présente convention.
3. Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir de l'une ou l'autre des parties.
4. Dans les trois cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le mandataire doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel le mandataire doit remettre l'ensemble des dossiers au mandant.

ARTICLE 20 – PENALITES

La prestation du mandataire s'effectuant à titre gratuit (cf. art. 11), le mandant s'engage à ne pas appliquer de pénalités.

ARTICLE 21 – PROPRIETE DES DOCUMENTS

Toutes les études et tous les documents établis en application du présent contrat seront la propriété du Mandant qui pourra les utiliser, sous réserve des droits relevant de la propriété artistique ou intellectuelle.

La Commune s'engage à ne pas communiquer à des tiers des documents qui pourraient lui être remis au cours de sa mission, sauf accord expresse du Mandant.

Fait à Bayonne

En 2 exemplaires originaux,

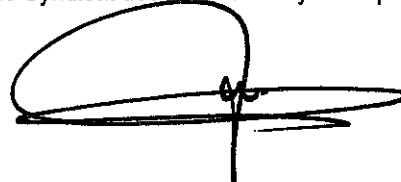
Le 13/06/2019

Pour la Commune d'Anglet



Le Maire,

Pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour



Le Président,

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 13/06/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/06/2019